

Journalisme et politique en Côte d'Ivoire (années 1930-1964) Itinéraires croisés d'une profession

Marie Fierens

Citer cet article : Fierens Marie (2021), « Journalisme et politique en Côte d'Ivoire (années 1930-1964). Itinéraires croisés d'une profession », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n° 1, 98-118, en ligne.

URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/01.fierens>

Mise en ligne : 7 janvier 2021

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e291>

Résumé

Cet article met en évidence les modes de formation et de transformations de la profession de journaliste de presse écrite, en Côte d'Ivoire, depuis la brève parution du premier journal créé par des Africains, en 1935, jusqu'à l'émergence, en 1964, du quotidien national *Fraternité-Matin*. Il se nourrit de la sociologie du journalisme pour mettre en lumière les multiples relations que les journalistes ivoiriens ont entretenues avec la sphère politique et pour inscrire leur biographie au cœur du mouvement continu qui a façonné la profession. Le parcours de Félix Houphouët-Boigny – premier président de la Côte d'Ivoire, très tôt investi dans le secteur de la presse – et de Laurent Dona Fologo – premier rédacteur en chef du premier quotidien ivoirien et, depuis, acteur connu de la scène politique ivoirienne – sont pris en compte dans cette perspective.

Mots-clés : décolonisation ; Côte d'Ivoire ; Fologo ; *Fraternité-Matin* ; journalisme ; journaux

Journalism and politics in Côte d'Ivoire (1930s-1964)
Crossing paths of a profession

Abstract

This article highlights the modes of emergence and transformations of print journalism in Côte d'Ivoire, from the brief publication of the first newspaper created by Africans, in 1935, until the emergence, in 1964, of the national daily *Fraternité-Matin*. Based on a sociological approach, it highlights the relationships that Ivorian journalists have maintained with the political sphere and place their biography at the heart of the evolution of the profession. The careers of Félix Houphouët-Boigny - the first president of Côte d'Ivoire, who invested in the press sector very early on - and Laurent Dona Fologo - the first editor-in-chief of the first Ivorian daily newspaper and since then a well-known actor on the Ivorian political scene - are taken into account in this perspective.

Keywords: decolonization; Ivory Coast; Fologo; *Fraternité-Matin*; journalism; newspapers



On faisait un journal presque normal. Sauf que la ligne politique était bien celle du parti ; celle du parti et du gouvernement, puisque le parti c'était le gouvernement et vice-versa.¹

Cet article² met en évidence les modes de formation et de transformations de la profession de journaliste de presse écrite, en Côte d'Ivoire, depuis la brève parution du premier journal créé par des Africains, en 1935, jusqu'à l'émergence, en 1964, du quotidien national *Fraternité-Matin*. Il se nourrit de la sociologie du journalisme pour mettre en lumière les multiples relations que les acteurs médiatiques ivoiriens ont entretenues avec la sphère politique et pour inscrire leur biographie au cœur du processus de professionnalisation³. Le journalisme en Côte d'Ivoire est ainsi analysé comme une réalité dynamique, constamment redéfinie par la société qui l'environne et par l'attitude de ceux qui l'exercent.

Dans cette ancienne colonie de l'Afrique Occidentale Française (AOF) comme ailleurs, les mondes médiatique et politique n'ont eu de cesse de se croiser, voire de se confondre. Le contexte de la colonisation d'abord, de la décolonisation ensuite, ont défini les modalités de ces croisements et ont participé au développement original de la profession. Les premiers journaux ivoiriens ont commencé à circuler alors que la Côte d'Ivoire était une colonie française. Se pencher sur l'histoire du journalisme en Côte d'Ivoire, c'est donc se pencher sur la politique coloniale menée par la France. Tour à tour lieu de revendication, de mobilisation anticoloniale, ou encore de coopération avec la France, l'espace journalistique ivoirien s'est élargi, rétréci et modifié au gré de l'évolution politique du pays. Pourtant, les recherches consacrées à l'histoire de la presse en Côte d'Ivoire, avant l'indépendance nationale de 1960, sont encore peu nombreuses⁴. Depuis la fin des années 1950, des monographies et des travaux de recherche décrivent les médias de l'ensemble du continent africain ou de ses sous-régions⁵ et mettent en

¹ Entretien avec Laurent Dona Fologo, Abidjan, 17 juillet 2012.

² Il poursuit et précise une réflexion entamée dans le cadre d'une comparaison entre l'évolution du journalisme de presse écrite en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire, de la période coloniale à nos jours. Fierens Marie (2017), *Le journalisme de presse écrite en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire*, Paris, Institut Universitaire Varenne.

³ Concernant la sociologie du journalisme et les liens entre journalisme et politique, voir notamment : Champagne Patrick (1995), « La double dépendance : quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, 17-18, pp. 215-229 ; Ruellan Denis (2007), *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Saint-Martin d'Hères, Presses Universitaires de Grenoble ; Carlson Matt, Seth C. Lewis (dir.) (2015), *Boundaries of Journalism. Professionalism, Practices and Participation*, New York, Routledge.

⁴ Voir néanmoins Guillauneuf Raymond (1975), *La Presse en Côte d'Ivoire : la colonisation, l'aube de la décolonisation, 1906-1952*, Thèse de doctorat en histoire, Paris 1 ; Roux Geneviève (1975), *La presse ivoirienne : miroir d'une société. Essai sur les changements socio-culturels en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat en sociologie, Université René Descartes. En 1951, l'archiviste ivoirien F.-J. Amon d'Aby consacre à la presse quelques pages de son ouvrage *La Côte d'Ivoire dans la cité africaine*, Paris, Larose. Voir aussi de Benoist Joseph-Roger (1960), « Situation de la presse dans l'Afrique occidentale de langue française », *Afrique documents*, 52-53, pp. 123-128 et 163-184. Il est également possible de trouver des éléments relatifs au journalisme ivoirien dans des travaux qui retracent l'évolution politique du pays. Voir notamment Zolberg Aristide R. (1969), *One-Party Government in the Ivory Coast*, Princeton, Princeton University Press ; Bailly Diégou (1995), *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan ; Bamba Abou (2016), *African Miracle, African Mirage. Transnational Politics and the Paradox of Modernization in Ivory Coast*, Athens, Ohio University Press.

⁵ Voir entre autres Kitchen Helen (1956), *The Press in Africa*, Washington, Ruth Sloan associates ; Ainslie Rosalynde (1966), *The Press in Africa: Communications Past and Present*, London, Victor Gollancz ; Ochs Martin (1986), *The African Press*, Cairo, The American University in Cairo. Voir également les nombreux ouvrages de Tudesq André-Jean dont (1995), *Feuilles d'Afrique. Étude de la presse de l'Afrique subsaharienne*, Talence, MSHA et (1998), *Journaux et radios en Afrique aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Gret. Voir aussi Euvrard Gil-François (1982), *La presse en Afrique occidentale française. Des origines aux indépendances et conservée à la Bibliothèque nationale*, Mémoire de fin d'études, Villeurbanne, ENSB ; Perret Thierry (2005), *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala ; Daubert Pierre (2009), *La presse écrite d'Afrique francophone en question : essai nourri par l'analyse de l'essor de la presse française*, Paris, L'Harmattan.

regard leurs évolutions politique et médiatique⁶. Mais peu d'entre eux sont spécifiquement dédiés à la presse qui circule en Côte d'Ivoire, avant l'indépendance, en 1960. Si la période du parti unique (1960-1990) et l'époque plus récente sont bien documentées⁷, la période antérieure qui va des années 1930 à l'indépendance est moins bien connue. Deux raisons expliquent probablement cette situation : d'une part, la presse de l'époque se composait principalement de feuillets éphémères et, d'autre part, les archives en ont conservé peu de traces⁸. Cet article postule que ni la relative absence de journaux circulant avant l'indépendance ni les lacunes des archives de presse ne diminuent l'intérêt que présente l'histoire médiatique de la Côte d'Ivoire, des années 1930 aux années 1960. Il affirme au contraire la pertinence d'exploiter ce « silence médiatique » pour découvrir la diversité des facteurs qui l'expliquent⁹.

Le parcours de Félix Houphouët-Boigny – premier président de la Côte d'Ivoire, très tôt investi dans les journaux – et de Laurent Dona Fologo – premier rédacteur en chef du premier quotidien ivoirien et, depuis, acteur connu de la scène politique ivoirienne – sont pris en compte dans cette perspective. Car comprendre leur biographie, c'est comprendre la façon dont les institutions et les environnements dont ils ont fait partie les ont encouragés ou non à s'engager dans le secteur médiatique. C'est également comprendre le rôle qu'ils ont attribué à la presse. Le choix de retracer le parcours de Laurent Dona Fologo s'explique de deux manières. D'une part, il est le premier rédacteur en chef du premier quotidien national, *Fraternité-Matin*. D'autre part, l'entretien mené avec lui, en 2012, à Abidjan, apporte des informations inédites sur le journalisme ivoirien des années 1960. Sa carrière illustre par ailleurs le fait qu'au sein d'environnements politiques changeants, un même individu peut passer du statut de journaliste à celui d'homme politique et *vice versa*, sans que la frontière entre les deux ne soit jamais réellement définie¹⁰. Des éléments de la biographie de Félix Houphouët-Boigny sont

⁶ Voir notamment de la Brosse Renaud (1999), *Le rôle de la presse écrite dans la transition démocratique en Afrique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion ; Frère Marie-Soleil (dir.) (2005), *Afrique centrale, médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, Éditions Complexe ; Frère Marie-Soleil (2009), *Élections et médias en Afrique Centrale. Voie des urnes, voix de la paix ?*, Paris, Karthala.

⁷ Voir notamment Campbell W. Joseph (1998), *The Emergent Independent Press in Benin and Côte d'Ivoire. From Voice of the State to Advocate of Democracy*, Westport (Conn.), Praeger ; Diabi Yahaya (2000), « L'information et le pouvoir politique en Côte d'Ivoire entre 1960 et 1990 », *Hermès*, 28, pp. 245-255 ; Bahi Aghi Auguste (2008), « De la salle de cours à la salle de rédaction. Les jeunes diplômés dans le champ journalistique ivoirien. Approche préliminaire », *Prisma.com*, 6, pp. 192-214 ; Blé Raoul Germain (2009), « La guerre dans les médias, les médias dans la guerre en Côte d'Ivoire », *Afrique et développement*, 2, pp. 177-201 ; Barbey Francis, Zio Moussa et Lipani Marie-Christine (2015), *Du journalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan ; Karimu Waliyu (2017), *Pacifier la presse écrite en Côte d'Ivoire. Analyse de deux décennies de tentatives de professionnalisation des quotidiens ivoiriens depuis 1990*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Paris 8.

⁸ Les données relatives aux journaux paraissant avant la fin des années 1950 sont quasiment inaccessibles. Le dépôt légal géré par la Bibliothèque de l'Institut français d'Afrique noire à Dakar (Ifan) était censé recevoir six exemplaires de tout ce qui paraissait alors en AOF, mais beaucoup de titres ne lui parvenaient pas. de Benoist J.-R., « Situation de la presse... », art. cité, p. 123. En 1987, *Fraternité-Matin* crée une rubrique consacrée aux premiers journaux de Côte d'Ivoire. Georges Retord y écrit, à propos de l'hebdomadaire *Trait-d'Union* qui paraît à partir de 1932 : « Voici les articles originaux de ce journal retrouvé un peu par miracle. Il y a quelques années, nous avons rencontré Aloïs Zimmerman dans sa petite maison de la banlieue parisienne. Il avait quitté la Côte d'Ivoire en 1936, emportant avec lui un des rares exemplaires existants de ce journal dont nous n'avions même pas trouvé trace aux archives nationales de Paris ». Retord Georges, « Un siècle de presse en Côte d'Ivoire », *Fraternité-Matin*, 24 et 25 janvier 1987.

⁹ Les journaux sont apparus bien plus tôt dans les zones sous influence anglaise. Voir, notamment les ouvrages de Tudesq A.-J. Voir également Rambaud Brice (2009), « Réflexions sur les trajectoires africaines de deux modèles médiatiques occidentaux. Analyse comparative de la presse écrite du Burkina Faso et du Kenya », in D. Darbon (dir.), *La politique des modèles en Afrique. Simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, Karthala-MSHA, pp. 171-186.

¹⁰ Laurent Dona Fologo est à ce titre souvent considéré comme une « girouette » politique, « un opportuniste ». Il dit accepter ces critiques : « Mon amour pour la Côte d'Ivoire est tel qu'en vérité, je n'arrive pas à me situer dans un parti contre un autre. C'est difficile. Celui que Dieu a choisi pour diriger la Côte d'Ivoire, un moment donné, moi, je le soutiens. C'est tout ». À ceux qui l'accusent de « faire sécher son linge au soleil », il répond : « J'accepte cela. Parce que ce n'est pas très intelligent de faire sécher son linge

également pris en compte¹¹. Ils permettent de mettre en perspective, de façon conjointe, les évolutions politique et médiatique de la Côte d'Ivoire puisque, depuis les années 1930, celui qui deviendra le premier président de la Côte d'Ivoire s'appuie régulièrement sur la presse pour mener à bien ses entreprises politiques. Outre les biographies de Laurent Dona Fologo et de Félix Houphouët Boigny, cette recherche exploite également les articles de presse de l'hebdomadaire *Fraternité*¹², créé en 1959 ; ceux du quotidien *Fraternité-Matin*¹³, dont le premier numéro paraît le 9 décembre 1964 et ceux qui composent le fonds d'archives de *Fraternité-Matin*, à Abidjan¹⁴.

Cet article observe ainsi l'itinéraire politique emprunté par le journalisme en Côte d'Ivoire : outil de contestation du colonialisme, des années 1930 jusqu'aux années 1950 ; résultante du rapprochement entre les élites du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) et la métropole, dans les années 1950 ; instrument de communication pensé par le PDCI, à partir de la naissance de *Fraternité*, en 1959 ; et symbole des ambiguïtés de la décolonisation, lors de la création de *Fraternité-Matin* en 1964. Il suit également la façon dont son premier rédacteur en chef, Laurent Dona Fologo, construit sa trajectoire professionnelle sur la concomitance de ces processus médiatique et politique.

Des années 1930 aux années 1950 : des journaux élitistes et militants

Au début des années 1930, le principal titre qui circule en Côte d'Ivoire est français et s'intitule *France-Afrique*¹⁵. Il appartient au seul grand groupe de presse des colonies, celui de l'homme d'affaires Charles de Breteuil¹⁶. Le concept de la chaîne de Breteuil consiste à réaliser un tronc commun à tous les journaux du groupe, à Paris, et à produire des pages originales pour les éditions locales, destinées aux différentes colonies¹⁷. Le premier journal rédigé par des « Côte d'Ivoiriens », comme il était d'usage de dire à l'époque¹⁸, est créé en mai 1935 et a pour titre : *L'Éclaireur de Côte d'Ivoire*. Sa parution, bien que limitée à quelques mois, marque les débuts de la presse ivoirienne. Le contexte n'est pourtant pas propice à l'émergence d'une presse africaine. La métropole, craignant son potentiel déstabilisateur¹⁹, a limité la portée de la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, théoriquement applicable aux colonies. Seuls les citoyens français – et non l'ensemble des sujets « indigènes » français –, en bons

sous la pluie ou dans l'eau. Mais j'essaie de le sécher le plus proprement possible. », Kouassi Emmanuel, « Laurent Dona-Fologo, président du RPP. "Si Ouattara et Bédié recréent l'unité, profitons-en pour avancer" », *Fraternité-Matin*, 10 octobre 2014.

¹¹ Ces éléments sont principalement issus de Grah Mel Frédéric (2003), *Félix Houphouët-Boigny. Le fulgurant destin d'une jeune proie (?-1960)*, Abidjan, Paris, Cerap, Maisonneuve et Larose.

¹² Collections de presse conservées à la Bibliothèque nationale de France (Paris). Exemplaires consultés : du 3 juin au 29 juillet 1960, et le 26 août 1960.

¹³ Fonds d'archives du groupe de presse *Fraternité-Matin* (Abidjan). Exemplaires consultés : du 9 au 20 décembre 1964, soit les dix premiers numéros du quotidien.

¹⁴ Les archives de *Fraternité-Matin* disposent d'un classement propre qui reprend différentes thématiques relatives à l'évolution de la presse ivoirienne en général, et de *Fraternité-Matin* en particulier.

¹⁵ Il paraît de 1933 à 1935 selon Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, op. cit., p. 84. Il est fondé en octobre 1933 et disparaît « vers la fin de l'année 1934 », selon Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, op. cit., p. 63.

¹⁶ de la Brosse R., *Le rôle de la presse écrite...*, op. cit., p. 238.

¹⁷ Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, op. cit., p. 84.

¹⁸ Kipré Pierre et Tirefort Alain (1992), « La Côte d'Ivoire », in C. Coquery-Vidrovitch (dir.), *L'Afrique occidentale au temps des Français. Colonisateurs et colonisés, c. 1960-1960*, Paris, La Découverte, p. 317.

¹⁹ de la Brosse R., *Le rôle de la presse écrite...*, op. cit., p. 241.

termes avec l'administration coloniale, sont autorisés à publier des journaux²⁰. Les fondateurs de *L'Éclairer de Côte d'Ivoire*, Kouamé Binzème et Georges Vilasco, doivent donc faire preuve d'inventivité pour le faire paraître²¹. Étant tous deux des sujets français, ils sont contraints de « se cacher » derrière un citoyen français, Amadou Seye, un pêcheur originaire du Sénégal²². Kouamé Binzème fait partie des très rares Ivoiriens qui a bénéficié de l'enseignement secondaire en France²³. En 1935, il étudie le droit en métropole et revient en Côte d'Ivoire pour lancer *L'Éclairer de Côte d'Ivoire*. Son objectif est d'éclairer l'opinion et de défendre les intérêts généraux du pays. Le journal lui permet d'exprimer son engagement en faveur des planteurs « indigènes », de dénoncer les abus des chefs coutumiers et de réclamer le développement des œuvres sociales²⁴. Ces prises de position sont les prémices de son engagements politique futur, lorsque, après la Seconde Guerre mondiale, il s'opposera à la politique menée par Houphouët-Boigny en adoptant des positions nationalistes²⁵. Mais en 1935, son journal n'est pas révolutionnaire. Un décret daté du 4 août 1921 interdit en effet la diffusion de publications remettant en cause le système colonial²⁶. Kouamé Binzème et Georges Vilasco affirment vouloir collaborer sincèrement et totalement avec le gouvernement, pour servir la cause coloniale française²⁷. *L'Éclairer de Côte d'Ivoire* ne paraît que quelques mois, le retour de Binzème en France marque en effet l'arrêt de la publication²⁸. Elle est reprise, en 1936, par Hamet Sow Télémaque, un instituteur originaire de Saint-Louis du Sénégal, qui lance également *L'Impartial de la Côte d'Ivoire*. Engagé dans la lutte pour l'égalité des droits entre sujets et citoyens, il tente, en vain, de doter la Côte d'Ivoire d'une presse africaine indépendante. Le racisme et la crainte qu'inspire son projet ont finalement raison de son ambition²⁹ et la presse de Côte d'Ivoire demeure aux mains des Français. Le taux élevé d'analphabétisme, engendré par la vision élitiste de l'enseignement prôné par la métropole, freine également l'émergence d'une presse spécifiquement ivoirienne.

Félix Houphouët-Boigny fait partie de l'élite instruite et utilise lui aussi la presse comme outil de revendication. Son parcours illustre la porosité des sphères médiatique et politique. Dans le cadre de ses fonctions de « médecin africain », qu'il exerce de 1923 à 1938³⁰, il entreprend un combat de type social et affiche ses opinions par voie de presse. Au début des années 1930, il publie un article engagé, intitulé « On nous a trop volés » :

²⁰ Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, *op. cit.*, p. 43.

²¹ Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, *op. cit.*, p. 64. Frédéric Grah Mel évoque « Georges-Emmanuel Vilasco » en tant que délégué élu au Conseil d'administration de la colonie. Il écrit qu'en 1933, Kouamé Binzème est son secrétaire et qu'ensemble, ils arpentent le cercle de Grand-Bassam pour faire des collectes destinées à financer ses études. *Félix Houphouët-Boigny...*, *op. cit.*, pp. 137 et 257.

²² Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, *op. cit.*, p. 64. Les Sénégalais des quatre communes du Sénégal (Dakar, Saint-Louis, Rufisque et Thiès) se voient reconnaître le droit de vote au début de la III^{ème} République et lancent leurs premiers journaux à cette occasion. Tudesq A.-J., *Feuilles d'Afrique...*, *op. cit.*, p. 16. Voir notamment Barry Moustapha (2013), *Histoire des médias au Sénégal. De la colonisation à nos jours*, Paris, L'Harmattan.

²³ Bamba A., *African Miracle...*, *op. cit.*, p. 48. Avant 1947, date de création des premiers collèges, l'enseignement secondaire est pratiquement inexistant. Désalmand Paul (1983), *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire*, tome 1, Abidjan, CEDA, p. 303.

²⁴ Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, *op. cit.*, p. 64 et Roux G., *La presse ivoirienne...*, *op. cit.*, p. 20.

²⁵ Bamba A., *African Miracle...*, *op. cit.*, pp. 48-50.

²⁶ Tudesq A.-J., *Feuilles d'Afrique...*, *op. cit.*, p. 35.

²⁷ Campbell. W. J., *The Emergent Independent Press...*, *op. cit.*, p. 76. Il cite R. Guillaneuf, qui s'appuie lui-même sur *L'Éclairer de Côte d'Ivoire* du 1^{er} juin 1935. *La Presse en Côte d'Ivoire...*, *op. cit.*, p. 91.

²⁸ Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, *op. cit.*, p. 64.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, *op. cit.*, pp. 130-147.

Nous nous sommes créés d'importantes plantations dont les produits doivent assurer notre bien-être. Pour justifier leurs spéculations, certaines personnes affirment cyniquement que nous avons peu de besoins à satisfaire. Si les conditions dans lesquelles nous vivons il y a vingt ans sont jugées satisfaisantes, la France n'aura pas de raison d'être dans cette colonie. [...] Or, depuis dix ans, une bonne partie de nos revenus est détournée par les agents malhonnêtes qui fraternisent avec des traitants dont la plupart, vieux employés licenciés, n'ont pour tout capital que l'amitié, la complaisance de leurs anciens camarades.³¹

Frédéric Grah Mel, auteur d'une biographie du leader ivoirien, évoque le « recours systématique à la plume » de la part d'Houphouët-Boigny, pour exprimer ses convictions³².

Dans les années 1940, la législation change et offre de nouvelles possibilités d'interactions entre les sphères médiatique et politique. Depuis 1945, les colonies sont représentées à l'Assemblée nationale française, et la Constitution de 1946 instaure davantage de libertés d'expression, politiques et syndicales au sein de l'Union française. Ces changements majeurs ont pour conséquences directes la participation de l'élite africaine à la vie politique française³³ et la possibilité, pour les habitants des colonies, de créer des journaux. Houphouët-Boigny est élu député de la Côte d'Ivoire. Il se présente comme un Africain, proche des siens, et comme un humble serviteur de la France³⁴. En 1946, le Rassemblement démocratique africain (RDA), une fédération de partis politiques africains, est créé. Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), fondé par Houphouët-Boigny la même année, en fait partie. C'est la naissance du PDCI-RDA. Pour marquer son empreinte dans le débat démocratique en Afrique francophone, le RDA organise un réseau de journaux militants. *Africa* est le premier titre politique de ce réseau. Il est notamment lancé par Houphouët-Boigny pour diffuser les idées du réseau auprès des Africains de la métropole. Mais le titre ne compte qu'un seul numéro, daté de 1946³⁵.

Le Réveil, dont des exemplaires sont acheminés de Dakar jusqu'en Côte d'Ivoire, devient ensuite le nouvel organe fédéral du RDA³⁶. *Le Démocrate* fait également partie du réseau. Il

³¹ *Mémorial de la Côte d'Ivoire*, tome 3, p. 58, cité par *ibid.*, pp. 131-132. L'article a sans doute été publié dans la livraison du 22 décembre 1932 du journal *Le Trait d'Union*, sous-titré « Organe de Liaison et d'Union de Tous les Intérêts Coloniaux de l'Ouest Africain ». Reproduction du titre paru le 3 novembre 1932 dans Retord Georges, « Un siècle de presse en Côte d'Ivoire », *Fraternité-Matin*, 24 et 25 janvier 1987. L'hebdomadaire souhaite « entretenir l'entente et l'union des intérêts coloniaux et de tous les milieux ». Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, *op. cit.*, p. 63. Houphouët-Boigny lui-même affirme, en 1969, que son article a été publié dans un journal intitulé *L'Avenir*. Cette information est cependant difficilement vérifiable. Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, *op. cit.*, pp. 132-133.

³² *Ibid.*, p. 134.

³³ Chafer Tony (2019), *La fin de l'empire colonial français en Afrique de l'Ouest. Entre utopie et désillusion*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 63-64.

³⁴ Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, *op. cit.*, p. 290.

³⁵ Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, *op. cit.*, p. 80. L'autorité coloniale aurait décidé de le saisir en raison de son caractère subversif. Thiam Amadou, « L'éditorial de notre Directeur Général », in *Fraternité-Matin* : Spécial 20e anniversaire, Abidjan, Speci, 1984, p. 3 et ANJCI (1973), « La presse en Côte d'Ivoire », *La Gazette de la presse en langue française*, p. 5. D'autres auteurs évoquent le titre « L'Afrique » et non « Africa ». Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, *op. cit.*, p. 386 ; de la Brosse R., *Le rôle de la presse écrite...*, *op. cit.*, p. 252 et Diallo Siradiou (1993), *Houphouët-Boigny. Le médecin, le planteur et le ministre (1900 (?) - 1960)*, Paris, Jeune Afrique Livres, p. 115.

³⁶ À partir de 1947, selon Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, *op. cit.*, p. 80. La publication paraît dès octobre 1946 selon Cooper Frederick (2014), *Citizenship between Empire and Nation: Remaking France and French Africa, 1945-1960*, Princeton, Princeton University Press, p. 138.

paraît à Abidjan³⁷ et est tiré à 3 000 exemplaires³⁸, après avoir surmonté les obstacles dressés par les autorités coloniales, qui entravaient sa création³⁹. Mathieu Ekra, ancien co-responsable de la presse au sein du Bureau politique du PDCI (avec Laurent Dona Fologo) présente *Le Réveil* et *Le Démocrate* en ces termes :

[De] petites feuilles, à parution intermittente, à tirage limité, souvent saisies, [...] lieu de rencontre de quelques jeunes intellectuels courageux qui exprimaient leurs points de vue anticolonialistes, en direction des adversaires politiques et de l'Administration, et non – dans un premier temps tout au moins – pour endoctriner le gros des militants tous acquis à notre cause, mais illettrés.⁴⁰

Selon Martial Joseph Ahipeaud, homme politique ivoirien, « *Le Démocrate* a ouvert l'ère du journalisme militant en Côte d'Ivoire. [...] Son objectif n'est pas de présenter des faits, mais de transmettre des convictions politiques aux lecteurs⁴¹ ». Ouezzin Coulibaly, importante figure du RDA, dirige *Le Démocrate*. Son contenu est alimenté, entre autres, par les militants Bernard Dadié, Mathieu Ekra et Germain Coffi Gadeau⁴². La presse du RDA défend les droits et libertés nouvellement acquis dans le cadre de l'Union française et relaye des critiques virulentes à l'égard de la répression coloniale. De 1946 à 1948, le parti affiche une vive opposition à l'égard de l'administration française. La métropole se montre dès lors très méfiante à l'endroit du RDA et de ses ténors, dont Houphouët-Boigny fait partie⁴³. Le pouvoir colonial freine l'expansion de cette presse et les journaux du réseau ne paraissent que de manière irrégulière.

Les nouvelles libertés octroyées par la Constitution de 1946 font également émerger des organes de presse anti-PDCI et anti-RDA. *Pachibo*, créé en 1946, soutient le Parti Progressiste de Côte d'Ivoire (PPCI)⁴⁴, né la même année d'une mue de l'organisation qui avait soutenu la candidature de Kouamé Binzème contre celle d'Houphouët-Boigny aux consultations pour la première Assemblée constituante, en octobre 1945⁴⁵. Il est le deuxième journal rédigé par des « Côte d'Ivoiriens ». Comme le premier (*L'Éclair de Côte d'Ivoire*), il a été créé par Kouamé Binzème et Georges Vilasco. En 1947, après trois numéros, la publication devient *Le Progressiste*. *La Vérité*, fondée en mars 1949 défend quant à elle le Bloc démocratique

³⁷ *Le Démocrate* paraît en 1950, selon de la Brosse R., *Le rôle de la presse écrite ..., op. cit.*, p. 252. Geneviève Roux écrit quant à elle que *Le Démocrate* paraît à partir de février 1948. *La presse ivoirienne..., op. cit.*, p. 21.

³⁸ Tudesq A.-J., *Journaux et radios..., op. cit.*, p. 81.

³⁹ Ahipeaud Martial Joseph (2003), *Elite Ideologies and the Politics of Media. A critical history of Ivoirien Elite Ideologies and their Press from the Brazzaville Conference to the December 24th 1999 military coup*, PhD in Philosophy, University of London, p. 131.

⁴⁰ ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 5.

⁴¹ Ahipeaud M. J., *Elite Ideologies..., op. cit.*, p. 117.

⁴² Roux G., *La presse ivoirienne..., op. cit.*, p. 21.

⁴³ Cooper F., *Citizenship..., op. cit.*, p. 95 et pp. 172-173. Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM), Affaires Politiques, carton 2145, dossier 4, note pour Monsieur le Ministre n° 1203 : Le Rassemblement Démocratique Africain », cité par Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny..., op. cit.*, p. 496.

⁴⁴ Selon une enquête publiée le 7 juin 1963, *Pachibo* paraît pour la première fois le 17 janvier 1946. Le deuxième numéro paraît avec deux mois de retard et le troisième est publié en mai 1946. L'absence de typographes et la pénurie de papier notamment entravent sa parution régulière. Amon d'Aby, F.-J., *La Côte d'Ivoire..., op. cit.*, pp. 65-66. Le troisième et dernier numéro est daté du mois de mai de la même année. ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 5. 1946 est également avancée comme date de création de *Pachibo* par Amadou Thiam. Il écrit que le journal succède à *Africa*. Thiam Amadou, « L'éditorial de notre Directeur Général », in *Fraternité-Matin* : Spécial 20^e anniversaire, Abidjan, Speci, 1984, p. 3.

⁴⁵ Le Comité d'action patriotique de la Côte d'Ivoire (CAPACI). Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny..., op. cit.* p. 708.

ébournéen (BDE). Son fondateur, Étienne Djaument, est à l'origine du journal et du parti⁴⁶, né de conflits qui l'avaient éloigné du RDA, quelques mois plus tôt⁴⁷.

Dès leurs débuts, les journaux ivoiriens sont donc animés par l'élite instruite du pays pour revendiquer des changements sociétaux. L'assouplissement du cadre juridique, en 1946, marque ensuite l'émergence d'une presse de parti. Celle du RDA véhicule des opinions anticoloniales.

1950 - le désapparetement : repositionnements politiques et médiatiques

Le 18 octobre 1950, la rupture entre le RDA et le Parti communiste français (PCF) change la donne politique. C'est à travers le journal *La Côte d'Ivoire* qu'Houphouët-Boigny annonce publiquement le désapparetement aux Ivoiriens, le 18 novembre 1950⁴⁸. Le désapparetement symbolise un recadrage important de la part du RDA. Il remplace le combat contre le pouvoir colonial par la mise en œuvre d'une politique collaborative entre la Côte d'Ivoire et la France⁴⁹. Selon Frédéric Grah Mel, la rupture entre le RDA et le PCF est le symbole du retournement d'Houphouët-Boigny. Il est « le témoignage de sa modération et de sa sincérité envers la France, exigé de lui pour être reconnu rassurant et fréquentable, pour être, comme diraient les hommes d'aujourd'hui, politiquement correct⁵⁰ ». Le passage du RDA d'une stratégie « révolutionnaire » à une position davantage « réformiste » a des répercussions en matière de presse.

Le Démocrate se rallie à une politique de dialogue avec le Parlement français⁵¹ et cesse de paraître en 1951⁵². *Afrique Noire*, dont le directeur politique est Houphouët-Boigny, est lancée en 1951 en tant que nouvel organe central du RDA⁵³. Mais le journal ne paraît que onze mois⁵⁴. Les titres qui s'étaient multipliés depuis que les Africains avaient accédé à la vie politique et syndicale cessent de paraître⁵⁵. Houphouët-Boigny est désormais considéré comme un membre de l'élite ivoirienne « de compromis », celle qui négocie avec la France. Ce nouveau positionnement « modéré » ne le fait cependant pas renoncer à exposer sporadiquement ses vues politiques par voie de presse. Ainsi, le 31 juillet 1952, il fait paraître un article intitulé « Réponse de Houphouët-Boigny, président du RDA, à Gabriel d'Arboussier », toujours dans

⁴⁶ Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, op. cit., p. 66.

⁴⁷ Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, op. cit., p. 708.

⁴⁸ *La Côte d'Ivoire* est l'organe des Européens présents en Côte d'Ivoire. C'est une publication anti-RDA. Elle fait paraître des prises de position audacieuses en faveur des « autochtones » mais est de tendance progouvernementale. Amon d'Aby F.-J., *La Côte d'Ivoire...*, op. cit., p. 62. Laurent Gbagbo reproduit un large extrait du discours d'Houphouët-Boigny tenu au cours d'un meeting organisé le 6 octobre 1951 pour expliquer le désapparetement. Ce discours paraît dans un supplément au numéro spécial de *La Côte d'Ivoire* du 10 octobre 1951. Gbagbo Laurent (1983), *Côte d'Ivoire. Pour une alternative démocratique*, Paris, L'Harmattan, pp. 18-19.

⁴⁹ Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, op. cit., pp. 618-619. Cooper F., *Citizenship...*, op. cit., p. 176.

⁵⁰ Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, op. cit., p. 508. Voir également, dans le même ouvrage, le chapitre intitulé « Le désapparetement », pp. 578-593.

⁵¹ Tudesq A.-J., *L'espoir et l'illusion...*, op. cit., p. 70.

⁵² Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, op. cit., pp. 80-81. Geneviève Roux écrit que c'est en 1952 que le PDCI-RDA supprime *Le Démocrate*. Roux, G., *La Presse ivoirienne...*, op. cit., p. 502.

⁵³ Euvrard G.-F., *La presse...*, op. cit., p. 26 ; Ainslie R., *The Press in Africa...*, op. cit., p. 134 ; Ochs M., *The African Press...*, op. cit., p. 78.

⁵⁴ Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, op. cit., p. 81.

⁵⁵ de Benoist J.-R., « Situation de la presse... », art. cité, p. 174.

les pages de *La Côte d'Ivoire*⁵⁶. Il y défend la fédération, remise en cause par son ancien secrétaire général, demeuré plus proche du PCF.

Dans ce contexte médiatique et politique changeant, une nouvelle élite ivoirienne fait son apparition. Elle s'oppose à la modération de l'ancienne et veut poursuivre la lutte anti-impérialiste⁵⁷. La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (Feanf), créée en 1950, porte ses revendications. Ses membres ivoiriens constituent une section territoriale. Ils refusent ce qu'ils considèrent comme « la trahison des leaders du RDA⁵⁸ » et tentent de s'engager dans le secteur de la presse pour se faire entendre. Mais la lettre d'information de la Feanf est interdite deux fois en l'espace de trois mois, en raison de ses positions jugées radicales par l'élite de première génération⁵⁹. Un mouvement nationaliste émerge néanmoins, qui inquiète tant les leaders politiques africains considérés comme trop proches de la France, dont Houphouët-Boigny, que les autorités coloniales⁶⁰.

Dans ce contexte, la Loi-cadre de 1956, qui organise la décentralisation des pouvoirs de la métropole vers les territoires, peut être considérée comme une manœuvre habile, de la part de la France, pour se débarrasser de l'épineuse question du contrôle de la montée de la jeunesse contestataire. Par l'adoption de cette loi, la métropole « laisse aux élites de compromis la charge des problèmes politiques devenus insolubles⁶¹ », parmi lesquels celui de la gestion de l'élite de rupture. La loi-cadre donne en effet les moyens d'un contrôle politique et policier aux nouvelles autorités, désormais en charge des opérations de maintien de l'ordre contre les manifestations des jeunes scolarisés⁶². L'élite de deuxième génération investit alors son énergie dans des organisations professionnelles et culturelles. En 1956, un des leaders de l'Association des parents d'élèves, découragé par le PDCI, fonde le mensuel *Attoungblan*⁶³. Dans son quatrième numéro, la publication annonce la création d'un nouveau parti, intitulé le Front de libération noire (FLN). Ses initiales, qui rappellent le parti indépendantiste algérien, ainsi que son nom africain, *Kotoko*, qui signifie « indépendance », laissent planer peu d'ambiguïtés sur ses intentions⁶⁴. Dans le manifeste qu'il publie en décembre 1956, *Attoungblan* demande l'indépendance immédiate pour la Côte d'Ivoire⁶⁵. Son rédacteur en chef est sans conteste un acteur politique. Il se présente en tant que membre de l'opposition, aux élections de mars 1957 à Abidjan⁶⁶. Mais la bataille politique qui a transformé la nature des liens entre la Côte d'Ivoire et la France engendre le primat progressif du PDCI-RDA et affaiblit

⁵⁶ *La Côte d'Ivoire*, numéro spécial, 31 juillet 1952, p. 1, cité par Grah Mel F., *Félix Houphouët-Boigny...*, *op. cit.*, pp. 633-634.

⁵⁷ Simonet Thibaut (2010), « Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1965) », *Outre-mers*, 97(368-369), « Cinquante ans d'indépendances africaines », p. 412.

⁵⁸ Kipré P. et A. Tirefort, « La Côte d'Ivoire », art. cité, pp. 328-329.

⁵⁹ Chafer T., *La fin de l'empire colonial...*, *op. cit.*, p. 196.

⁶⁰ *Ibid.*, pp. 137 et 143.

⁶¹ Bancel Nicolas (2002), « La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation », *Mouvements*, 21-22, p. 38.

⁶² *Ibid.*

⁶³ Zolberg A. R., *One-Party Government...*, *op. cit.*, p. 209. L'Association nationale des journalistes de Côte d'Ivoire évoque également le positionnement anti-PDCI de la publication. ANJCI (1973), « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 5.

⁶⁴ Zolberg A. R., *One-Party Government...*, *op. cit.*, pp. 208-209.

⁶⁵ *Attoungblan*, novembre 1956, cité par *ibid.*, p. 210.

⁶⁶ Élection territoriale organisée à la suite de l'adoption de la loi-cadre.

les courants nationalistes⁶⁷. Le PDCI crée *La Concorde*, en 1956, qui disparaît dès 1957⁶⁸. En 1958, la Côte d'Ivoire devient une République au sein de la Communauté française. Un an plus tard, le PDCI crée l'hebdomadaire *Fraternité*, la première publication ivoirienne qui traversera les décennies.

De la fin de la Seconde Guerre mondiale à la veille de l'indépendance, c'est donc le jeu des alliances entre les élites politiques du PDCI-RDA et la métropole qui entraîne la disparition de la presse anticoloniale aux mains de l'élite de première génération, et qui freine l'émergence de publications indépendantistes, voulues par l'élite de deuxième génération.

1959 - *Fraternité* : un outil politique au service du PDCI

Le 26 mars 1959, la Côte d'Ivoire se dote d'une première constitution. Quelques jours plus tard, Houphouët-Boigny est nommé premier ministre. Le PDCI entend alors « repenser l'aspect essentiellement revendicatif » de la « propagande⁶⁹ ». Ce choix politique a des conséquences en termes médiatiques. La presse est maintenue dans des limites très strictes, même si l'absence d'opposition politique entraîne *de facto* l'absence de presse d'opposition. Une loi du 27 août 1959 autorise le gouvernement à confisquer ou à interdire toute publication qui, intentionnellement ou non, « aura entraîné la désobéissance aux lois du pays ou porté atteinte au moral de la population, ou jeté le discrédit sur les institutions politiques ou leur fonctionnement⁷⁰ ». Des journaux français et provenant d'autres pays d'Afrique sont confisqués⁷¹. Seule la presse favorable aux institutions politiques a le droit de circuler.

C'est dans ce contexte qu'Houphouët-Boigny fait de la presse écrite un véritable outil de communication, c'est à dire « une composante de son action politique » en créant l'hebdomadaire *Fraternité*⁷². Le premier numéro paraît le 24 avril 1959. Son tirage initial s'élève à 6 000 exemplaires⁷³. La mise en page et le tirage se font à Paris⁷⁴. *Fraternité* s'adresse en principe à tous les Ivoiriens. Mais dans les faits, son lectorat se compose essentiellement de fonctionnaires et des Ivoiriens appartenant aux structures politiques⁷⁵. Lors de l'inauguration du nouvel hebdomadaire, Houphouët-Boigny déclare : « L'esprit communautaire a besoin d'un organe pour l'entretenir. *Fraternité* dont le premier numéro apparaît aujourd'hui veut être cet organe⁷⁶ ». En AOF, il n'existe alors aucune organisation susceptible de former des journalistes⁷⁷. C'est uniquement l'appartenance politique des rédacteurs de *Fraternité* qui les

⁶⁷ Kipré P. et A. Tirefort, « La Côte d'Ivoire », art. cité, p. 326.

⁶⁸ ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 5. Aristide Zolberg évoque également l'existence de *La Concorde* en tant que « voix de la coalition ivoirienne ». *One-Party Government...*, op. cit., p. 169.

⁶⁹ Auguste Denise, président du PDCI, *Abidjan Matin*, 16 mars 1959, cité par Grah Mel F, *Félix Houphouët-Boigny...*, op. cit. p. 745.

⁷⁰ de Benoist J.-R., « Situation de la presse... », art. cité, pp. 175-176.

⁷¹ Hachten William (1971), *Muffled Drums: The News Media in Africa*. Ames, Iowa State University Press, p. 192.

⁷² La communication est ici considérée comme « une composante de l'action politique et publique gouvernementale – et non son ornement, son reflet ou la dissimulation de l'inaction politique ». Ollivier-Yaniv, Caroline (2010), « De l'opposition entre "propagande" et "communication publique" à la définition de la politique du discours : proposition d'une catégorie analytique », *Quaderni*, 72, p. 94.

⁷³ Son tirage passe progressivement à 12 500 exemplaires et est de 20 500 en 1972. *Fraternité* est très largement diffusé, mais uniquement auprès de ses plus de 18 000 abonnés. ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 8.

⁷⁴ Voir Euvrard G.-F., *La presse en Afrique occidentale française...*, op. cit., p. 8. La rédaction d'Abidjan se charge de l'écriture des articles, celle de Paris, de la mise en page. ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 8.

⁷⁵ Roux G., *La presse ivoirienne...*, op. cit., p. 503.

⁷⁶ Cité par *ibid*, p. 30.

⁷⁷ de Benoist J.-R., « Situation de la presse... », art. cité, p. 128.

amène à participer à la vie de l'outil de communication du PDCI. Les articles de l'hebdomadaire sont rarement signés mais l'ours du journal en dit long sur sa ligne politique. La rédaction se compose en effet principalement des cadres du PDCI : le directeur politique est Houphouët-Boigny ; le directeur par intérim est Philippe Yacé, secrétaire général du PDCI-RDA et président de l'Assemblée législative de Côte d'Ivoire ; le rédacteur en chef est Joachim Bony, ministre de l'Éducation⁷⁸. Jusqu'à l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, le 7 août 1960, la nouvelle publication relaye les prises de position des leaders du PDCI, ainsi que leurs frustrations. La lecture de ses pages offre ainsi une vision claire de la stratégie politique adoptée à l'égard de la France.

Peu avant l'indépendance, tous les articles de *Fraternité* visent la poursuite d'une forme de collaboration avec la métropole afin que « se construise la grande famille » entre la France et la Côte d'Ivoire et pour que les deux nations demeurent « dans la formule nouvelle des liens d'amitié et de coopération⁷⁹ ». Houphouët-Boigny et son parti utilisent l'hebdomadaire pour expliquer qu'ils n'acceptent l'indépendance que contraints et forcés par le mouvement général des accords de transfert de pouvoir. Ils rappellent : « La Communauté "rénovée" [...] s'est élaborée en dehors de nous, et contrairement à nos vœux qui nous portaient vers une organisation fédérale⁸⁰ ». La formulation de cette Communauté renouvée, qui permet désormais aux États africains de devenir indépendants tout en demeurant au sein de la Communauté, dénote, selon *Fraternité*, d'une forme d'hypocrisie de la part des Français. Le 3 juin 1960, le député de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Mamadou Coulibaly écrit :

[Nous constatons] aujourd'hui que la Communauté n'aura vécu que la vie d'une rose ! [...] La formule de la Communauté « renouvée » ne saurait donc plus tromper personne outre-mer : c'est une nouvelle « écorce » qui veut s'ajouter à la première autour du même bois vermoulu, sans apporter ni plus de réalisme, ni plus d'espoir.⁸¹

Fraternité ne se prive pas d'adopter un ton critique et fait savoir que l'accession à l'indépendance est moins le fruit de la volonté du PDCI que la conséquence de l'attitude de la France. Un article du 10 juin 1960 rapporte une déclaration sans équivoque d'Houphouët-Boigny : « Pour se marier, il faut être deux ; or la France n'a pas voulu aller à l'Église. Je suis resté sur le parvis avec des fleurs fanées à la main⁸². » L'article file la métaphore :

En demandant au Général de Gaulle l'indépendance totale et immédiate, sans aucune négociation ni accord préalable, le Président Houphouët-Boigny et ses amis entendent clarifier la situation et repartir sur des bases saines. Ce n'est plus comme une fiancée qui attend vainement l'alliance, mais comme des partenaires libres, indépendants et strictement égaux que les chefs des quatre États se présenteront désormais à Paris.⁸³

⁷⁸ Composition indiquée dans l'ours du journal, en 1959. Selon l'ANJCI cependant, le président Houphouët-Boigny (président d'honneur du PDCI) est directeur politique, Philippe Yacé (secrétaire général du PDCI) est directeur de publication et Mamadou Coulibaly (trésorier général du PDCI) est rédacteur en chef. ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 8.

⁷⁹ « "Nous poursuivrons notre politique d'économie libérale" déclare M. Raphaël Saller à la Chambre de Commerce », *Fraternité*, 17 juin 1960.

⁸⁰ « Nous refusons de négocier avec la France avant notre accession à l'indépendance, déclare aux sénateurs le président Houphouët-Boigny », *Fraternité*, 10 juin 1960.

⁸¹ Coulibaly Mamadou, « Libres Opinions : La Communauté morte-née », *Fraternité*, 3 juin 1960.

⁸² « Les 4 États de l'Entente demandent l'indépendance sans accord préalable », *Fraternité*, 10 juin 1960.

⁸³ *Ibid.*

Peu avant l'indépendance, Houphouët-Boigny, fait donc de *Fraternité* une composante de son action politique. L'hebdomadaire explique la position du futur président de la nation ivoirienne – qui incarne alors à la fois le PDCI, le gouvernement et l'État ivoiriens – aux militants du parti et à la France.

1964 - *Fraternité-Matin* ou l'exemple de la coopération franco-ivoirienne

Le 7 août 1960, la Côte d'Ivoire accède à l'indépendance. Le PDCI, au pouvoir, a muselé tous les groupes d'opposition⁸⁴, faisant ainsi simultanément décliner la diversité de la presse. Aucun quotidien ivoirien ne paraît. Seul *Abidjan-Matin*⁸⁵, qui appartient à de Breteuil, continue à circuler durant les quatre premières années d'indépendance⁸⁶. Il emploie quelques journalistes africains de Côte d'Ivoire, originaires du Bénin, de Guinée, du Cap-Vert ou encore du Sénégal⁸⁷ dont un seul est permanent, M. Dial Diop⁸⁸. *Abidjan-Matin* cesse de paraître en 1964, date à laquelle le gouvernement ivoirien lance son propre quotidien national, *Fraternité-Matin*. Les tirages sont faibles⁸⁹ et le lectorat limité à l'infime minorité urbaine lettrée en français, mais *Fraternité-Matin* est un instrument symbolique de la construction nationale et de l'exercice du pouvoir d'État. Comme dans la plupart des États africains devenus indépendants autour des années 1960, le parti unique prône l'union nationale et assimile l'information à la propagande⁹⁰. Les activités du chef de l'État sont rapportées quotidiennement et de manière emphatique. Il n'existe aucun point de vue critique ; le conformisme et l'autocensure dominant. Les journalistes sont des fonctionnaires payés par l'État et doivent être les relais de l'action publique⁹¹.

La nouvelle publication insiste, dès son premier numéro, sur les liens qu'entretient Houphouët-Boigny avec les médias. Philippe Yacé, président de l'Assemblée nationale de l'époque, souligne ainsi l'« importance grandiose [que] le chef de l'État attache à la Presse et à l'Information » et interroge : « Ne fut-il pas lui-même un peu journaliste ?⁹² » Il rappelle, s'adressant au chef de l'État :

À votre initiative, le « Réveil » et le « Démocrate » avaient été créés pour traduire les aspirations de tout un peuple [...]. Ceux qui ont pu les parcourir ont encore présent à l'esprit la violence des pamphlets... Puis plus près de nous, c'est l'hebdomadaire du Parti « Fraternité » qui en 1959-1960 voit le jour.⁹³

⁸⁴ Grah Mel, F., *Félix Houphouët-Boigny...*, op. cit., p. 711. Voir également Gbagbo L., *Côte d'Ivoire...*, op. cit., pp. 11-25 et 58-59.

⁸⁵ Qui a remplacé *France-Afrique* en 1954.

⁸⁶ Hachten W., *Muffled Drums...*, op. cit., p. 185.

⁸⁷ Entretien avec Laurent Dona Fologo, Abidjan, 17 juillet 2012.

⁸⁸ de Benoist J.-R., « Situation de la presse... », art. cité, p. 177.

⁸⁹ En 1964, Philippe Yacé, un des pères fondateurs du journal, annonce un tirage journalier de 20 000 exemplaires. « Le grand discours du Président Philippe Yacé », *Fraternité-Matin*, 9 décembre 1964. En 1975, ce tirage s'élève à 45 000 exemplaires (*Fraternité-Matin* : Spécial 20^e anniversaire, op. cit., p. 23) et à 77 092 exemplaires en 1985 (*Fraternité-Matin*, 15 juillet 1985), ce qui représente la plus grande diffusion dans la zone francophone. Tudesq A.-J., *Journaux et radios...*, op. cit., p. 104.

⁹⁰ Tudesq André-Jean (1999), *Les médias en Afrique*, Paris, Ellipses, p. 5.

⁹¹ Perret Th., *Le temps des journalistes...*, op. cit., p. 231.

⁹² Philippe Yacé, « Le grand discours du président Philippe Yacé », *Fraternité-Matin*, 9 décembre 1964.

⁹³ *Ibid.*

Fraternité-Matin, poursuit Philippe Yacé, est « un grand journal [...] né en Côte d'Ivoire, un journal fait pour les Ivoiriens⁹⁴ ». Mamadou Coulibaly ne dit pas autre chose. Pour lui, *Fraternité-Matin* doit permettre au peuple ivoirien « de suivre au jour le jour et en conscience l'évolution [du] pays dans le cadre [des] options économiques et sociales [de la Côte d'Ivoire]⁹⁵ ». Ce sont donc les membres du PDCI qui définissent la mission politique du quotidien. Celle-ci consiste à « présenter à l'étranger un tableau convenable de la politique, des institutions et de la façon de vivre ivoiriennes⁹⁶ », et à confirmer l'ambition des Ivoiriens « de bâtir dans l'harmonie une Côte d'Ivoire modèle⁹⁷ ».

Une vingtaine d'années plus tard, Auguste Miremont, rédacteur en chef de *Fraternité-Matin*, précise que le quotidien « est né de la volonté du chef de l'État qui désirait que la Côte d'Ivoire [...] ait un journal d'information digne d'elle pour remplacer le quotidien "Abidjan-Matin" faisant partie de la chaîne de Breteuil ». Il poursuit : « Si les Ivoiriens avaient pu, avant l'indépendance, s'en accommoder, il devenait, depuis, impérieux de réaliser un journal d'information qui soit réellement national⁹⁸ ». Mais, en 1964, le personnel formé fait défaut et les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de *Fraternité-Matin* sont importants. Le nouveau quotidien ne peut donc fonctionner sans l'aide de la France. C'est ce qui amène Auguste Miremont, à considérer *a posteriori*, le journal comme « un exemple de ce qu'est la coopération franco-ivoirienne⁹⁹ ». Deux Ivoiriens dirigent la rédaction. Ils sont assistés par deux Français, Henri Pierre et Jean-Claude Durand. Des conseillers techniques français épaulent également la vingtaine d'employés de l'imprimerie¹⁰⁰. Par ailleurs, une société française, la Société nationale des entreprises de presse (Snep), détient 49 % des parts de la société qui édite le quotidien, la Société de presse et d'édition de Côte d'Ivoire (Speci). La Société d'imprimerie ivoirienne est créée à côté de la Speci. Elle est également constituée de deux parties : l'une ivoirienne ; l'autre française, cette dernière détenant 49 % des parts¹⁰¹. En outre, les informations relayées par *Fraternité-Matin* sont indubitablement françaises. Elles proviennent de sources telles que l'Agence France Presse (AFP) ou de la Nouvelle Agence de Presse (NAP)¹⁰² qui, si elle ne travaille qu'avec des journaux africains, n'en a pas moins été créée par des Français et est basée à Paris¹⁰³.

Fraternité-Matin est donc à la fois le symbole de la construction de la nation ivoirienne et le témoin de l'ambiguïté du processus de décolonisation. Même si le soutien de la France est indispensable, le PDCI tient à ce que *Fraternité-Matin* soit dirigé par un Ivoirien. Laurent Dona Fologo, journaliste d'une vingtaine d'années, est approché par Philippe Yacé, président de l'Assemblée nationale et secrétaire général du PDCI. Il a milité au sein de la Feanf, contre Houphouët-Boigny. Mais il est ivoirien et diplômé d'une école de journalisme. C'est donc lui que le PDCI choisit pour diriger le nouveau quotidien national. Il est alors le seul « journaliste

⁹⁴ *Ibid.* et « L'inauguration de *Fraternité-Matin* », *Fraternité-Matin*, 9 décembre 1964.

⁹⁵ « Message de Mamadou Coulibaly », *Fraternité-Matin*, 10 décembre 1964.

⁹⁶ Philippe Yacé, « Le grand discours du Président Philippe Yacé », *Fraternité-Matin*, 9 décembre 1964.

⁹⁷ « Message de Mamadou Coulibaly », *Fraternité-Matin*, 10 décembre 1964.

⁹⁸ « *Fraternité-Matin* », interview du rédacteur en chef Auguste Miremont, *Fraternité Hebdo*, 8 juillet 1982.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Philippe Yacé, « Le grand discours du Président Philippe Yacé », *Fraternité-Matin*, 9 décembre 1964.

¹⁰¹ ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 8.

¹⁰² Ainslie R., *The Press in Africa...*, op. cit. p. 139.

¹⁰³ La NAP a été créée en 1964 pour fournir des articles « clés en main » aux quotidiens financés par la Snep en Afrique. Tudesq A.- J., *Journaux et radios...*, op. cit., p. 106.

professionnel » ivoirien. Il précise : « Je veux dire qu'avant moi, il n'y avait pas un seul journaliste ivoirien du niveau baccalauréat¹⁰⁴ ». Son parcours éclaire alors l'intrication des processus médiatique et politique.

Illustration n°1 : Une du premier numéro de *Fraternité-Matin* paru le 9 décembre 1964¹⁰⁵



¹⁰⁴ Entretien avec Laurent Dona Fologo, Abidjan, 17 juillet 2012. Ce propos doit cependant être nuancé. En effet, G. Roux écrit que trois journalistes travaillaient à la radio avant l'indépendance. Amadou Thiam, futur ministre de l'Information, est l'un d'eux. Malgré ses origines sénégalaises, il se considère comme le premier journaliste ivoirien. *La presse ivoirienne...*, op. cit., p. 17. Voir aussi Bim Yéti K. M Maurice, « Notre presse : Quel rôle ? », *Fraternité-Matin*, 5 mars 1982.

¹⁰⁵ Fonds d'archives du groupe de presse *Fraternité-Matin*.

Illustration n°2 : L'inauguration de *Fraternité-Matin*¹⁰⁶



Laurent Dona Fologo, de l'opposant politique au journaliste modèle

Lors de la création de *Fraternité-Matin*, Laurent Dona Fologo vient de rentrer de France, où il a étudié le journalisme. Né en 1940 dans le nord du pays, il fait ses études secondaires à Dabou avant de rejoindre l'université d'Abidjan pour entamer une licence d'histoire au début des années 1960. Ses pas le mèneront finalement vers le journalisme. Quand on lui demande pourquoi il s'est engagé sur cette voie, il répond : « Je ne sais pas, très honnêtement, je ne sais pas. En vérité, j'aimais beaucoup l'histoire, j'avais de très bonnes notes en histoire. Donc je voulais être prof d'histoire. Et puis, à cette époque, beaucoup de jeunes Ivoiriens, beaucoup de jeunes Africains, cherchaient à aller faire des études en France¹⁰⁷ ». À ses yeux, étudier le journalisme est avant tout un moyen de se rendre en métropole. Il suit une formation d'un an à Strasbourg, financée par l'Unesco, puis effectue un stage de deux mois au *Progrès de Lyon*.

¹⁰⁶ *Fraternité-Matin*, 9 décembre 1964.

¹⁰⁷ Entretien avec Laurent Dona Fologo, Abidjan, 17 juillet 2012.

Il entend alors parler de « la plus grande école de journalisme en France » : l'École supérieure de journalisme de Lille. Il décide de tenter sa chance et est accepté au sein de l'établissement. Lors de son séjour dans le nord de la France, de 1962 à 1964, il intègre la Feanf, en tant que vice-président du bureau de Lille. « On était pour l'indépendance. Et nos idoles, à l'époque, c'était Kwame Nkrumah [Ghana], Sékou Touré [Guinée], [Julius] Nyerere [Tanzanie], [Nelson] Mandela [Afrique du Sud] évidemment, [Patrice] Lumumba [RDC] ». Après sa formation et deux mois de stage au *Monde*, il s'interroge sur ses perspectives. Il hésite entre poursuivre des études en France ou rentrer en Côte d'Ivoire, auprès de sa mère âgée. « J'ai choisi de [re]venir et ça a été [...] une vraie chance ». Cette « chance » tient au fait que quinze jours après son retour au pays, il est appelé par le président de l'Assemblée nationale, Philippe Yacé : « Ce Monsieur, le président, il avait entendu parler de moi. J'étais le premier Ivoirien à avoir fait des études de journalisme de ce niveau-là, il était au courant ». Philippe Yacé lui fait part du projet de création d'un quotidien national et de la volonté du parti de voir un Ivoirien le diriger. Il lui propose de prendre le nouveau journal en main. Laurent Dona Fologo saisit l'occasion et mesure le poids de la tâche à venir. « Alors, vous voyez, moi j'étais un petit stagiaire. Évidemment, je savais écrire correctement, mais je n'étais pas un grand journaliste. [...] J'ai commencé la profession, ici [en Côte d'Ivoire], par là où je l'aurais terminée si j'étais resté en France : rédacteur en chef ».

En tant que rédacteur en chef de *Fraternité-Matin*, Laurent Dona Fologo est à la tête d'une équipe de huit personnes et est épaulé par les deux « conseillers techniques » français, Henri Pierre et Jean-Claude Durand¹⁰⁸. La collaboration est une réussite. Presque cinquante années plus tard, il reconnaît que, bien qu'il fût « le patron », certains techniciens français, étaient « plus professionnels que lui¹⁰⁹ ». Pour Laurent Dona Fologo, *Fraternité-Matin* n'est rien de moins que « l'expression écrite de la Côte d'Ivoire¹¹⁰ ».

Une fois nommé rédacteur en chef, Laurent Dona Fologo poursuit une ascension politique de façon presque naturelle. Il l'explique en ces termes :

Je suis arrivé à un moment où la promotion, si on le voulait et si on le méritait, disons, était facile ; était plus facile qu'aujourd'hui en tout cas. Parce qu'on n'était pas très nombreux. L'élite n'était pas très nombreuse. En plus, quand vous êtes dans ces journaux politiques, vous faites forcément un peu de politique. C'est comme ça que je suis venu à la politique, complètement, après.

La gestion de *Fraternité-Matin* lui a servi de tremplin politique :

Je ne l'avais pas perçu comme ça, mais presque par la force des choses. Quand je suis entré au journal, je n'envisageais pas faire de la politique, vraiment. D'abord, je suis venu pour travailler, parce que je voulais travailler pour ma mère, ce que j'ai fait d'ailleurs. J'ai vite gravi les échelons parce que j'étais le seul et parce que le président Houphouët-Boigny m'appréciait beaucoup.

Les Ivoiriens le surnomment alors « le journaliste du président », « la voix de son maître » ou encore « le griot » du président. Plus tard, en 1970, il entrera dans la structure politique la plus

¹⁰⁸ ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 7.

¹⁰⁹ Entretien avec Laurent Dona Fologo, Abidjan, 17 juillet 2012.

¹¹⁰ ANJCI, « La presse en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 6.

importante de l'époque : le Bureau politique du PDCI, l'organe exécutif du parti¹¹¹. « J'étais le premier Ivoirien à entrer dans ce cénacle à trente ans, à cause du journal, grâce au journal. [...] À partir de là, ça a été très vite¹¹² ». Il assumera plusieurs portefeuilles ministériels dans plusieurs gouvernements d'Houphouët-Boigny et de Henri Konan Bédié (1974-1998) et sera notamment en charge de l'Information dès 1974. Il sera par ailleurs secrétaire général du PDCI (1991-2001) et président du Conseil économique et social (2001-2011). Lorsque le PDCI lui propose un poste important au sein du nouveau quotidien national, comme d'autres membres de la jeune élite, Laurent Dona Fologo tempère donc sa vision politique radicale et adopte le comportement davantage conservateur de ses aînés¹¹³.

Durant une trentaine d'années, jusqu'à la libéralisation politique et médiatique du pays en 1990, les hommes politiques ivoiriens, dont Laurent Dona Fologo fait désormais partie, rappelleront régulièrement, notamment à travers *Fraternité-Matin*, ce qu'ils considèrent être la place des journalistes ivoiriens¹¹⁴. Comme l'écrira en 1983 Amadou Thiam, ministre de l'Information et directeur général de *Fraternité-Matin*, ils sont au service « d'un unique et seul patron : la Côte d'Ivoire dont le représentant choisi démocratiquement par la nation unanime s'appelle Félix Houphouët-Boigny¹¹⁵ ». Un bon journaliste est donc un « soldat au service de la nation¹¹⁶ », qui soutient l'action du PDCI et de son président¹¹⁷.

Cet article rend compte d'un triple mouvement continu, celui des biographies d'acteurs médiatiques, celui de leur environnement politique et, partant, celui de la profession de journaliste. Si cette transformation est permanente, elle n'en est pas moins ponctuée de ruptures, dues à l'évolution politique du pays et aux rôles endossés par les individus, dans un contexte mouvant.

Dans les années 1930, la politique coloniale empêche toute revendication par voie de presse. Mais certains Ivoiriens, à l'instar de Kouamé Binzème et de Félix Houphouët-Boigny, se ménagent une marge de manœuvre qui, bien que très réduite, marque l'entrée d'acteurs africains sur la scène médiatique ivoirienne, jusqu'alors occupée principalement par des Français. La presse leur sert à porter leurs revendications sociales, mais pas à s'opposer directement à la politique coloniale. Après la Seconde Guerre mondiale, le contexte politique change et transforme la donne médiatique. Les objectifs poursuivis par Houphouët-Boigny et les autres membres de l'élite de l'AOF, à travers les journaux, évoluent en conséquence. Le ton

¹¹¹ À l'époque, il est dominé par « la vieille garde ». Toungara Jeanne Maddox (1995), « Generational Tensions in the Parti Démocratique de Côte d'Ivoire », *African Studies Review*, 38(2), p. 23. Tessy Bakary-Akin consacre également un chapitre aux différentes « générations politiques » ivoiriennes. Bakary-Akin Tessy (1991), *Côte d'Ivoire, une succession impossible ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 105-118.

¹¹² Entretien avec Laurent Dona Fologo, Abidjan, 17 juillet 2012. Au début des années 1980, il est parmi les potentiels successeurs d'Houphouët-Boigny. Bakary-Akin Tessy, *Côte d'Ivoire... op.cit.*, p. 60.

¹¹³ À l'instar d'autres membres de l'élite ivoirienne de sa génération. Toungara J. M., « Generational Tensions... », art. cité, p. 21.

¹¹⁴ Campbell. W. J., *The Emergent Independent... op. cit.*, pp. 76 et 85.

¹¹⁵ Amadou Thiam, « Le Ministre Thiam à l'ouverture. Soyez au service de la Nation », *Fraternité-Matin*, 16-17 avril 1983.

¹¹⁶ Amadou Thiam, « Les journalistes reçoivent un de leurs aînés : S.E.M. Amadou Thiam », *Fraternité-Matin*, 30 septembre 1972.

¹¹⁷ « Il n'existe pas vraiment de presse de parti, mais une presse surveillée sous le couvert du sigle P.D.C.I., par le pouvoir qui la voudrait à son service exclusif ». Amondji Marcel (1986), *Côte d'Ivoire, le P.D.C.I et la vie politique de 1944 à 1985*, Paris, L'Harmattan, p. 145.

adopté par les publications d'alors est parfois très critique à l'égard de la métropole, qui tente de juguler l'expansion de cette presse. Mais c'est le jeu des alliances entre les élites politiques ivoiriennes et françaises qui va finalement freiner l'émergence de cette presse anticoloniale. Le dynamisme naissant des publications politiques en Côte d'Ivoire disparaît en effet avec le désappareillement. La rupture entre le RDA et le PCF est due à un changement d'objectif politique de la part du RDA, qui entraîne lui-même un changement des pratiques journalistiques en Côte d'Ivoire. Le désappareillement fait apparaître un nouvel acteur médiatique : l'élite de rupture. Celle-ci porte des revendications indépendantistes et refuse la nouvelle position réformiste adoptée par le RDA, à l'égard de la France. À son tour, elle tente d'investir le secteur des médias, mais sa voix est étouffée par l'élite de première génération, qui dispose de pouvoirs politiques importants depuis la promulgation de la loi-cadre par la France.

En 1959, le PDCI d'Houphouët-Boigny crée un hebdomadaire, qui lui sert notamment à affirmer son positionnement par rapport à la France, à la veille de l'indépendance. De nouvelles individualités médiatiques apparaissent : les rédacteurs de *Fraternité* sont tous des membres du gouvernement ivoirien. Quatre ans après l'indépendance nationale, la Côte d'Ivoire se dote de son propre quotidien¹¹⁸. *Fraternité-Matin* symbolise l'ambiguïté de la transition en cours. Il incarne à la fois la volonté du PDCI de remplacer le quotidien français, *Abidjan-Matin*, par un organe de presse national et son désir de poursuivre la coopération avec la France. Il est dirigé par le premier journaliste ivoirien formé dans une école de journalisme française. À l'instar d'autres individus qui se sont impliqués dans le secteur de la presse depuis les années 1930, comme Félix Houphouët Boigny, Kouamé Binzème ou encore Étienne Djaument, Laurent Dona Fologo peut être considéré comme un « homme double¹¹⁹ », en ce sens qu'en tant que rédacteur en chef de *Fraternité-Matin*, il est actif tant dans la sphère politique que médiatique. Ce sont donc à la fois les contraintes imposées par le contexte de la colonisation puis de la décolonisation, l'inventivité dont ont fait preuve les acteurs médiatiques pour les esquiver, les occasions qu'ils ont saisies ainsi que le sens donné à leurs activités de presse qui ont contribué à façonner les contours de la profession de journaliste, en Côte d'Ivoire, des années 1930 à l'apparition du premier quotidien national, en 1964.

Marie Fierens

Département des sciences de l'information et de la communication/ReSIC,
ULB (Belgique)

Bibliographie

AHIPEAUD Martial Joseph (2003), *Elite Ideologies and the Politics of Media. A critical history of Ivoirien Elite Ideologies and their Press from the Brazzaville Conference to the December 24th 1999 military coup*, PhD in Philosophy, University of London.

¹¹⁸ Il paraît encore aujourd'hui.

¹¹⁹ Le concept est emprunté à Christophe Charle (1992), « Le temps des hommes doubles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 39(1), pp. 73-85.

AINSLIE Rosalynde (1966), *The Press in Africa: Communications Past and Present*, London, Victor Gollancz.

AMON D'ABY François-Joseph (1951), *La Côte d'Ivoire dans la cité africaine*, Paris, Larose.

AMONDI Marcel (1986), *Côte d'Ivoire, le P.D.C.I et la vie politique de 1944 à 1985*, Paris, L'Harmattan.

ANJCI (dossier préparé par) (1973), « La presse en Côte d'Ivoire », *La Gazette de la presse en langue française*, pp. 5-11.

BAHI AGHI Auguste (2008), « De la salle de cours à la salle de rédaction. Les jeunes diplômés dans le champ journalistique ivoirien. Approche préliminaire », *Prisma.com*, 6, pp. 192-214.

BAILLY Diégou (1995), *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan.

BAKARY-Akin Tessy (1991), *Côte d'Ivoire, une succession impossible ?*, Paris, L'Harmattan.

BAMBA Abou (2016), *African Miracle, African Mirage. Transnational Politics and the Paradox of Modernization in Ivory Coast*, Athens, Ohio University Press.

BANCEL Nicolas (2002), « La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation », *Mouvements*, 21-22, pp. 28-40.

BARBEY Francis, ZIO Moussa et LIPANI Marie-Christine (2015), *Du journalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.

BARRY Moustapha (2013), *Histoire des médias au Sénégal. De la colonisation à nos jours*, Paris, L'Harmattan.

BLE Raoul Germain (2009), « La guerre dans les médias, les médias dans la guerre en Côte d'Ivoire », *Afrique et développement*, 2, pp. 177-201.

CAMPBELL W. Joseph (1998), *The Emergent Independent Press in Benin and Côte d'Ivoire: From Voice of the State to Advocate of Democracy*, Westport (Conn.), Praeger.

CARLSON Matt, SETH C. Lewis (dir.) (2015), *Boundaries of Journalism. Professionalism, Practices and Participation*, New York, Routledge.

CHAFER Tony (2019), *La fin de l'empire colonial français en Afrique de l'Ouest. Entre utopie et désillusion*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

CHAMPAGNE Patrick (1995), « La double dépendance : quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, 17-18, pp. 215-229.

CHARLE Christophe (1992), « Le temps des hommes doubles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 39(1), pp. 73-85.

COOPER Frederick (2014), *Citizenship between Empire and Nation: Remaking France and French Africa, 1945-1960*, Princeton, Princeton University Press.

DAUBERT Pierre (2009), *La presse écrite d'Afrique francophone en question : Essai nourri par l'analyse de l'essor de la presse française*, Paris, L'Harmattan.

DE BENOIST Joseph-Roger (1960), « Situation de la presse dans l'Afrique occidentale de langue française », *Afrique documents*, 52-53, pp. 123-128 et 163-184.

DE LA BROSSE Renaud (1999), *Le rôle de la presse écrite dans la transition démocratique en Afrique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

DESALMAND Paul (1983), *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire*, tome 1, Abidjan, CEDA.

DIABI Yahaya (2000), « L'information et le pouvoir politique en Côte d'Ivoire entre 1960 et 1990 », *Hermès*, 28, pp. 245-255.

DIALLO Siradiou (1993), *Houphouët-Boigny. Le médecin, le planteur et le ministre (1900 (?)-1960)*, Paris, Jeune Afrique Livres.

EUVRARD Gil-François (1982), *La presse en Afrique occidentale française. Des origines aux indépendances et conservée à la Bibliothèque nationale*, Mémoire de fin d'études, Villeurbanne, École nationale supérieure des bibliothèques (ENSB).

FIERENS Marie (2017), *Le journalisme de presse écrite en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire*, Paris, Institut Universitaire Varenne.

FRERE Marie-Soleil (dir.) (2005), *Afrique centrale, médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, Éditions Complexe.

_____ (2009), *Élections et médias en Afrique Centrale. Voie des urnes, voix de la paix ?*, Paris, Karthala.

GBAGBO Laurent (1983), *Côte d'Ivoire. Pour une alternative démocratique*, Paris, L'Harmattan.

GRAH Mel Frédéric (2003), *Félix Houphouët-Boigny. Le fulgurant destin d'une jeune proie (?-1960)*, Abidjan, Paris, Cerap, Maisonneuve et Larose, Servedit.

GUILLANEUF Raymond (1975), *La Presse en Côte d'Ivoire. La colonisation, l'aube de la décolonisation, 1906-1952*, Thèse de doctorat en histoire, Paris 1.

HACHTEN William (1971), *Muffled Drums: The News Media in Africa*, Ames, Iowa State University Press.

KARIMU Waliyu (2017), *Pacifier la presse écrite en Côte d'Ivoire. Analyse de deux décennies de tentatives de professionnalisation des quotidiens ivoiriens depuis 1990*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Paris 8.

KIPRE Pierre et TIREFORT Alain (1992), « La Côte d'Ivoire », in C. COQUERY-VIDROVITCH (dir.), *L'Afrique occidentale au temps des Français. Colonisateurs et colonisés, c. 1860-1960*, Paris, La Découverte, pp. 289-336.

KITCHEN Helen (1956), *The Press in Africa*, Washington, Ruth Sloan associates.

OLLIVIER-YANIV Caroline (2010), « De l'opposition entre "propagande" et "communication publique" à la définition de la politique du discours : proposition d'une catégorie analytique », *Quaderni*, 72, pp. 87-99.

OCHS Martin (1986), *The African Press*, Cairo, The American University in Cairo.

PERRET Thierry (2005), *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala.

RAMBAUD Brice (2009), « Réflexions sur les trajectoires africaines de deux modèles médiatiques occidentaux. Analyse comparative de la presse écrite du Burkina Faso et du Kenya », in D. DARBON (dir.), *La politique des modèles en Afrique. Simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, Karthala-MSHA, pp. 171-186.

ROUX Geneviève (1975), *La presse ivoirienne : miroir d'une société. Essai sur les changements socio-culturels en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat en sociologie, Université René Descartes.

RUELLAN Denis (2007), *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Saint-Martin d'Hères, Presses Universitaires de Grenoble.

SIMONET Thibaut (2010), « Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1965) », *Outre-mers*, 97(368-369), « Cinquante ans d'indépendances africaines », pp. 403-420.

TOUNGARA Jeanne Maddox (1995), « Generational Tensions in the Parti Démocratique de Côte d'Ivoire », *African Studies Review*, 38(2), pp. 11-38.

TUDESQ André-Jean (1995), *Feuilles d'Afrique. Étude de la presse de l'Afrique subsaharienne*, Talence, MSHA.

_____ (1998), *Journaux et radios en Afrique aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Gret.

_____ (1999), *Les médias en Afrique*, Paris, Ellipses.

ZOLBERG Aristide R. (1969), *One-Party Government in the Ivory Coast*, Princeton, Princeton Univ. Press.